

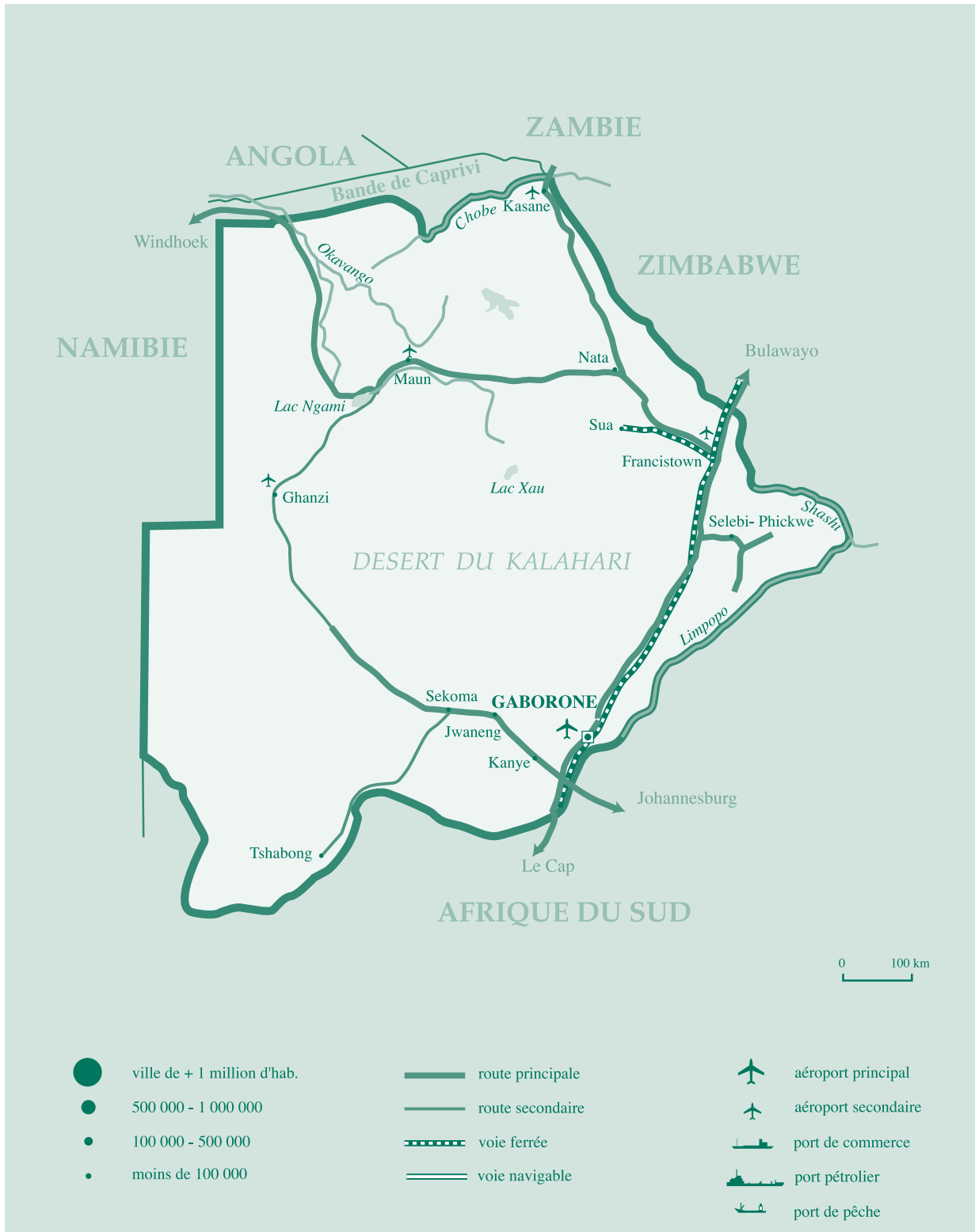
# Botswana



## chiffres clés

- Superficie en milliers de km<sup>2</sup> : 582
- Population en milliers (2005) : 1 765
- PIB par habitant, valorisation dollars PPA (2005/06) : 10 755
- Espérance de vie (2000-2005) : 36.6
- Taux d'analphabétisme (2005) : 18.6

# Botswana



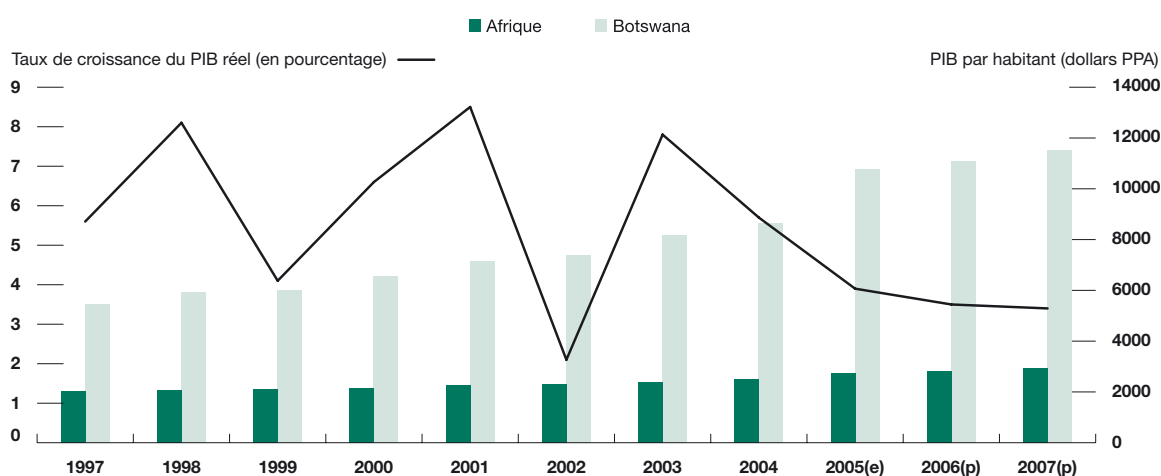
**D**E SAINES POLITIQUES MACRO-ÉCONOMIQUES associées à une gestion prudente des recettes du diamant ont fait du Botswana l'une des économies les plus dynamiques du monde depuis 25 ans, lui permettant de figurer désormais parmi les pays à revenu intermédiaire. Pourtant et malgré les efforts du gouvernement, l'économie reste fortement tributaire des exportations de diamant et le pays affiche toujours l'un des taux d'infection par le VIH/Sida les plus élevés du monde.

Le Botswana a d'enviables antécédents en matière de stabilité politique et de réussite économique. Si la croissance s'est quelque peu essoufflée ces derniers temps, à environ 4-5 pour cent, elle reste satisfaisante. Soucieux d'atteindre un taux de croissance de 7-8 pour cent, conformément à son plan « Vision 2016 », le gouvernement poursuit ses réformes pour diversifier la production et les exportations au-delà du secteur du

diamant. La dévaluation de 12 pour cent de la monnaie nationale, fin mai 2005, a suscité des controverses mais pourrait bien doper les exportations non traditionnelles. Pour la cinquième année consécutive, le Botswana est considéré comme le pays le moins corrompu d'Afrique et jouit de la meilleure notation risque-pays de tout le continent. Pourtant, les exportations restent pratiquement totalement dépendantes du diamant et de quelques autres ressources minérales. En outre, certaines réformes structurelles prennent du retard, notamment en matière de privatisation et de marché du travail et, dans le dernier classement de la Banque mondiale concernant l'environnement des affaires, Maurice, la Namibie et l'Afrique du Sud arrivent devant le Botswana<sup>1</sup>. La dévaluation a également provoqué une reprise provisoire de l'inflation.

**Le pays est confronté à de sérieux défis de développement à long terme malgré des résultats satisfaisants.**

**Figure 1 - Taux de croissance du PIB en volume et PIB par habitant**  
(dollars PPA à prix courants)



Source : Données de la Banque du Botswana (BoB) et du FMI ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

1. Economist Intelligence Unit, *Rapport pays sur le Botswana*, décembre 2005.

Avec la persistance de taux élevés d'infection par le VIH/Sida, de pauvreté et de chômage, de sérieuses difficultés menacent le développement à long terme du pays. Si le taux de prévalence du VIH/Sida commence à plafonner, grâce aux efforts soutenus du gouvernement, le nombre de personnes infectées reste considérable. Le chômage frappe actuellement 24 pour cent de la population, dont un tiers environ vit avec moins d'un dollar par jour. La réduction de la pauvreté et la relance de l'emploi sont tributaires des progrès réalisés au niveau de la diversification économique, grâce à des activités plus demandeuses de main-d'œuvre, ainsi que dans la lutte contre le sida.

## Développements économiques récents

En 2005/06, la croissance du PIB réel a marqué le pas, à 3.9 pour cent, contre 5.7 pour cent au cours de l'exercice précédent. Ces résultats globaux masquent des tendances divergentes dans les secteurs minier et non minier. En 2004/05, le secteur minier a progressé de pratiquement 7 pour cent, ce taux impressionnant s'expliquant largement par les gains d'efficacité de la nouvelle mine de diamant de Damtsha, près d'Orapa, mais aussi dans les mines de Phoenix (nickel) et de Mupane (or). De son côté, le secteur non minier a affiché une hausse de 5.1 pour cent ; sa progression a été freinée par l'appréciation du taux de change réel et la lenteur de la mise en œuvre des réformes. Le secteur minier devrait pourtant afficher un repli en 2004/05, à environ 2 pour cent, alors que le secteur non minier progresse à 5.7 pour cent. En 2006/07, la croissance du PIB en volume devrait légèrement se tasser, avec un taux proche de 3.5 pour cent, sous l'effet d'un ralentissement des activités minières. La récente dévaluation du pula et l'introduction d'un système de parité à crémaillère devraient néanmoins restaurer la compétitivité du pays à l'international, établissant ainsi des conditions idéales pour fructifier les efforts de diversification.

Les mines représentent environ un tiers du PIB, 90 pour cent des recettes d'exportation et plus 45 pour cent des rentrées budgétaires. Le diamant reste, et de

loin, le premier sous-secteur, assurant 90 pour cent des exportations minières et 80 pour cent du total des exportations du pays.

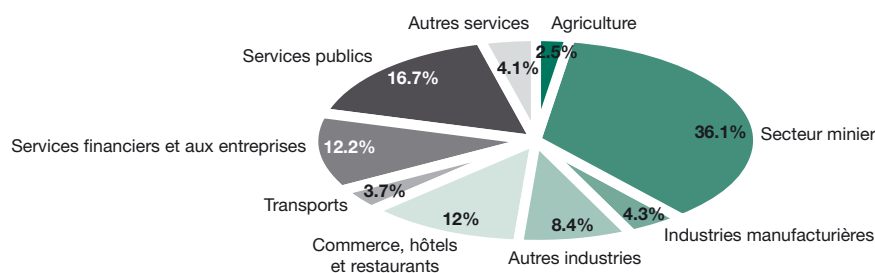
Cependant, la part du secteur minier diminue régulièrement depuis les années 1980, où elle représentait plus de 50 pour cent du PIB, au profit des services. Ceux-ci ressortaient à 45 pour cent du PIB en 2003/04, emmenés par les services publics (plus de 16 pour cent du PIB), le commerce et l'hôtellerie (12 pour cent) et les services financiers (12 pour cent).

Si le tourisme ne contribue au PIB qu'à hauteur de 4 pour cent, il représente la seconde source de recettes d'exportation du pays, après les diamants, et dispose d'un potentiel prometteur en termes de croissance et d'emplois, notamment dans les zones rurales. L'État a engagé une nouvelle politique touristique en 2004 pour diversifier le profil des touristes et procurer davantage de gains aux communautés rurales. L'introduction à la bourse du Botswana de deux entreprises du secteur, *AfriTourism Limited* et *Chobe Holdings*, traduit bien l'émergence de cette industrie touristique. Une troisième entreprise, *Okavango Wilderness Safari*, a été admise au sein du Centre international de services financiers du Botswana (l'IFSC). Le sous-secteur des télécommunications a lui aussi connu une embellie en 2003/04, la téléphonie mobile affichant un taux de croissance supérieur à 15 pour cent.

L'agriculture, premier secteur économique du pays au moment de l'indépendance, ne contribue plus au PIB qu'à hauteur de 2 pour cent. La production, de cultures vivrières notamment, a souffert de la sécheresse en 2005.

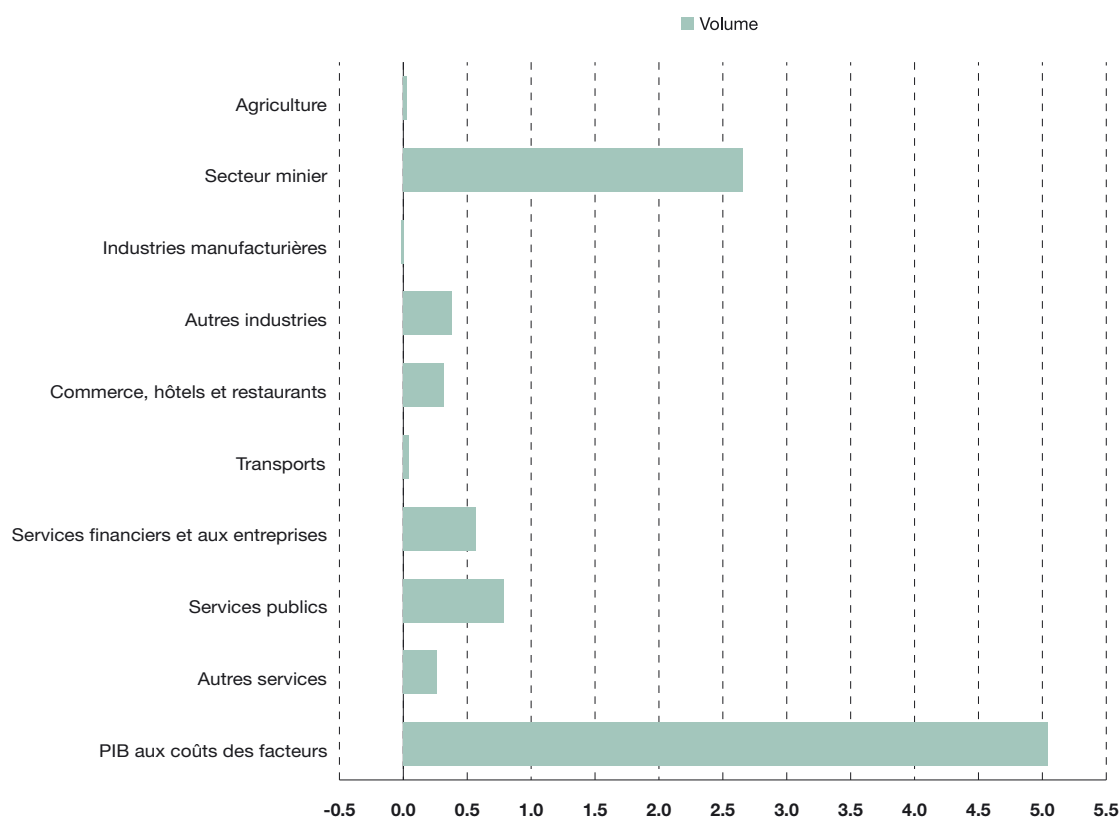
Le secteur manufacturier présente lui aussi de maigres résultats, en dépit des efforts de diversification de l'Agence pour la promotion des exportations et de l'investissement (la Bedia). Il contribue actuellement à moins de 4 pour cent du PIB, soit significativement moins que les 7 pour cent des années 70. Les activités du secteur couvrent une gamme très limitée – produits de boucherie, brasseries, textile et habillement, tannerie et cuir ainsi que produits du verre et des technologies

Figure 2 - Ventilation sectorielle du PIB en 2004 (en pourcentage)



Source : Estimation des auteurs sur la base des données de la BoB.

Figure 3 - Contributions à la croissance du PIB en 2004 (en pourcentage)



Source : Estimation des auteurs sur la base des données de la BoB.

de l'information et de la communications (électronique, assemblage de téléphones portables et produits connexes).

La consommation des ménages, l'investissement privé et les exportations nettes ont tous contribué au ralentissement de l'économie en 2004/05. Le creusement imprévu du déficit budgétaire a eu, de son côté, un effet stabilisateur sur la demande.

L'investissement intérieur brut total est ressorti à 31.8 pour cent du PIB en 2004/05, contre 30.0 pour cent en 2003/04, l'investissement privé ralentissant moins que la croissance du PIB global. L'investissement public a lui aussi progressé de manière marginale, passant de 10.5 à 11 pour cent du PIB sur la même période. La consommation intérieure n'a guère progressé, de 62.5 à 62.6 pour cent du PIB entre 2003/04 et 2004/05,

Tableau 1 - Composantes de la demande (en pourcentage du PIB)

	1996/97	2001/02	2002/03	2003/04	2004/05(e)	2005/06(p)	2006/07(p)
<b>Formation brute de capital</b>	<b>26.0</b>	<b>26.2</b>	<b>29.2</b>	<b>30.0</b>	<b>31.8</b>	<b>32.8</b>	<b>33.3</b>
Publique	12.5	11.9	11.1	10.5	11.0	11.0	10.8
Privée	13.5	14.3	18.2	19.5	20.8	21.9	22.5
<b>Consommation finale</b>	<b>56.5</b>	<b>61.9</b>	<b>60.4</b>	<b>62.5</b>	<b>62.6</b>	<b>61.8</b>	<b>61.2</b>
Publique	26.6	33.1	33.1	34.3	35.2	35.1	34.8
Privée	30.0	28.8	27.2	28.1	27.4	26.7	26.4
<b>Solde extérieur</b>	<b>17.5</b>	<b>12.0</b>	<b>10.4</b>	<b>7.5</b>	<b>5.6</b>	<b>5.3</b>	<b>5.5</b>
Exportations	55.7	48.8	43.9	39.8	38.7	40.2	40.2
Importations	-38.2	-36.8	-33.5	-32.2	-33.1	-34.9	-34.6

Source : Données du FMI ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

alors que les exportations nettes se repliaient, de 7.5 pour cent du PIB en 2003/04 à 5.6 pour cent en 2004/05, les importations augmentant plus vite que les exportations.

## Politique macro-économique

### Politique budgétaire

Les principes directeurs de la politique macro-économique du Botswana sont fixés dans un document – « Vision 2016 » – aux ambitieux objectifs de croissance et de lutte contre la pauvreté. Une série de plans de développement national – le pays en est à son neuvième (NDP9), pour la période 2003/09 – relaient ces objectifs. Le NDP9 privilégie toujours la stabilité macroéconomique et la discipline financière, deux

conditions nécessaires à une croissance de long terme et à la réduction de la pauvreté.

L'ambition de l'État est d'équilibrer le budget sur la période couverte par le NDP9, mais celui-ci a affiché un déficit en 2004/05 pour le quatrième exercice consécutif. A la place de l'excédent attendu (autour de 2.8 pour cent du PIB), le pays a connu un déficit budgétaire de 1.8 pour cent. Une croissance plus lente qu'attendue en 2003/04 et en 2004/05 a réduit plus sensiblement que prévu les rentrées fiscales, notamment au niveau des impôts sur les entreprises du secteur non minier et de la taxe à la valeur ajoutée. Les dépenses croissantes de l'État pour les services sociaux – notamment les programmes de lutte contre le VIH/Sida – ont contribué à aggraver le déficit. L'augmentation estimée des dépenses totales en 2004/05 serait de 10.2 pour cent, contre 8.9 pour cent en 2003/04.

Tableau 2 - Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	1996/97	2001/02	2002/03	2003/04	2004/05(e)	2005/06(p)	2006/07(p)
<b>Recettes totales (avec dons)<sup>a</sup></b>	<b>41.7</b>	<b>39.8</b>	<b>39.0</b>	<b>42.9</b>	<b>42.9</b>	<b>42.9</b>	<b>42.5</b>
Recettes fiscales	29.3	33.2	33.4	36.9	37.0	37.0	36.7
Dons	0.5	0.2	0.2	0.5	0.4	0.4	0.4
<b>Dépenses totales (et prêts nets)<sup>a</sup></b>	<b>33.9</b>	<b>42.8</b>	<b>42.8</b>	<b>43.6</b>	<b>44.7</b>	<b>44.7</b>	<b>45.0</b>
Dépenses courantes	22.4	31.1	31.5	34.6	35.3	35.2	35.0
<i>Sans les intérêts</i>	<i>21.9</i>	<i>30.8</i>	<i>31.3</i>	<i>34.3</i>	<i>35.1</i>	<i>35.0</i>	<i>34.8</i>
Salaires	7.8	12.3	10.7	10.4	10.1	9.7	9.5
Paiements d'intérêts	0.5	0.3	0.2	0.3	0.2	0.2	0.2
Dépenses en capital	12.6	11.6	10.4	10.0	10.4	10.4	10.3
<b>Solde primaire</b>	<b>8.3</b>	<b>-2.7</b>	<b>-3.6</b>	<b>-0.4</b>	<b>-1.5</b>	<b>-1.6</b>	<b>-2.4</b>
<b>Solde global</b>	<b>7.7</b>	<b>-3.0</b>	<b>-3.8</b>	<b>-0.7</b>	<b>-1.8</b>	<b>-1.8</b>	<b>-2.6</b>

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Données des autorités du pays ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

Malgré leur préoccupation face à ces récents déficits budgétaires, les autorités sont soumises à des pressions pour allouer davantage de ressources pour la prévention et le traitement du VIH/Sida mais aussi pour procéder aux augmentations annuelles des salaires dans la fonction publique, jusqu'ici différées.

### Politique monétaire

La politique monétaire est animée par la volonté de contenir l'inflation à un faible niveau tout en maintenant un taux de change réel stable et propice à la compétitivité internationale des producteurs locaux. En 2005, la BoB (Banque du Botswana) a revu à la baisse sa fourchette de taux d'inflation, à 3-5 pour cent contre 3-6 pour cent en 2004, du fait en partie d'une moindre inflation chez les partenaires commerciaux du pays, notamment en Afrique du Sud. Le repli de l'inflation, début 2005, a permis à la BoB de réduire en avril son taux de réescompte de 25 points de base, à 14 pour cent. Mais la flambée persistante des prix du pétrole, associée à la dévaluation de 12 pour cent du pula fin mai 2005, a provoqué une reprise de l'inflation en 2005 à un taux moyen de 7.0 pour cent, bien supérieur à la fourchette fixée par la BoB. L'inflation de base s'est établie à 7.4 pour cent. L'essentiel de cette poussée inflationniste est le fruit de la dévaluation, avec une augmentation de 8.7 pour cent en glissement annuel du prix des produits importés à la mi-2005.

Un mécanisme de parité à crémaillère a été introduit après la dévaluation. Le pula est ainsi rattaché à un panier de monnaies des principaux partenaires commerciaux du pays (le rand sud-africain représentant près de 70 pour cent du panier) et peut s'ajuster

progressivement afin d'éviter les ajustements discrétionnaires du taux de change. Cette politique vise globalement à maintenir un taux de change réel stable et compétitif. Depuis le milieu de l'année 2000, le taux de change effectif réel du pula s'est apprécié par rapport à son niveau moyen à long terme, compromettant la compétitivité du pays. Les dévaluations de février 2004 et mai 2005 et l'introduction ultérieure du système de parité à crémaillère visaient à rétablir la compétitivité du pays à l'international et à stimuler les exportations non traditionnelles de biens et de services, comme le tourisme, le textile, les services financiers et l'horticulture.

### Position extérieure

Les exportations de diamant continuent de représenter environ 80 pour cent des recettes totales d'exportation en 2004/05. Le pays exporte également du cuivre et du nickel (5 pour cent du total), des textiles (3 pour cent), de la viande de bœuf (2 pour cent) et de la soude (1.5 pour cent). En termes réels (à prix constants de 2000), les exportations totales ont progressé de 4 pour cent en 2004, à 2.867 milliards de dollars, contre 2.756 milliards en 2003. Les importations en volume ont augmenté selon le même pourcentage, passant de 1.965 milliard de dollars en 2003 à 2.044 milliards en 2004. Les exportations comme les importations auraient sensiblement progressé en 2005, la croissance des importations dépassant celle des exportations sous l'effet d'une augmentation des prix liée à la dévaluation de février 2004 et à la flambée des cours du pétrole. L'excédent des comptes courants est passé de 797 millions de dollars en 2003 à 917 millions en 2004 (7.7 pour cent du PIB) mais il

Tableau 3 - **Comptes courants** (en pourcentage du PIB)

	1996/97	2001/02	2002/03	2003/04	2004/05(e)	2005/06(p)	2006/07(p)
Balance commerciale	18.2	10.2	7.0	5.1	3.5	3.3	3.7
Exportations de biens (f.o.b.)	51.6	40.7	34.8	31.4	30.7	32.1	32.3
Importations de biens (f.o.b.)	-33.4	-30.5	-27.7	-26.2	-27.1	-28.8	-28.6
Services	-4.7	-0.4	0.5	-0.2			
Revenu des facteurs	-3.0	-13.8	-3.6	-2.9			
Transferts courants	4.1	4.3	4.2	5.7			
<b>Solde des comptes courants</b>	<b>14.6</b>	<b>0.3</b>	<b>8.1</b>	<b>7.7</b>			

Source : Données des autorités nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

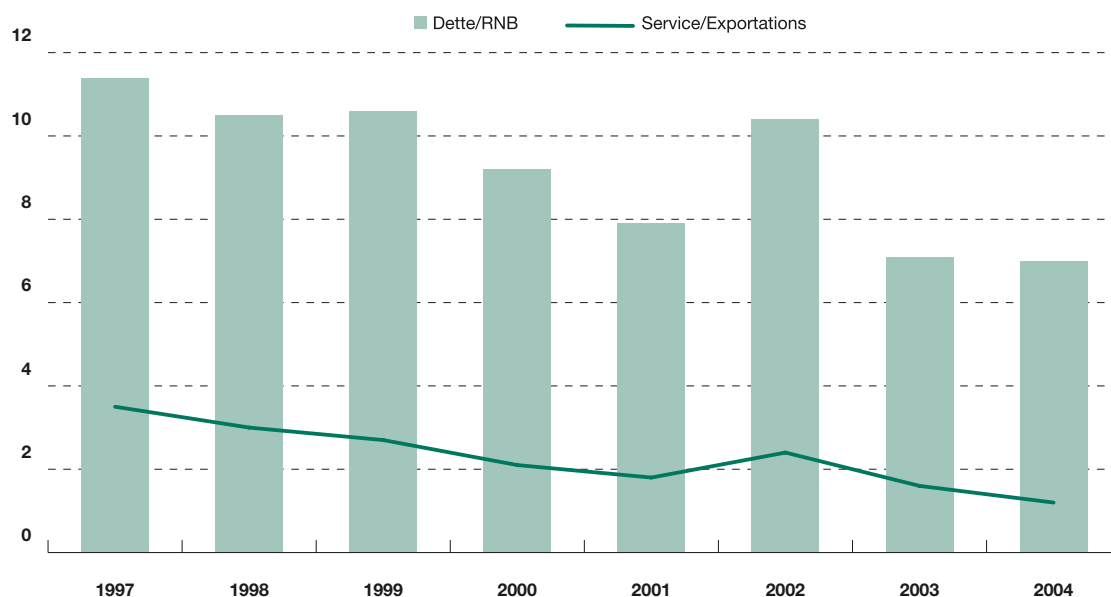
devrait se contracter légèrement en 2005, à environ 7.5 pour cent du PIB. Outre un important excédent commercial, l'actuel excédent des comptes courants traduit une augmentation des transferts nets courants – aide publique pour l'essentiel – de 287 millions de dollars en 2003 à 491 millions en 2004.

Ces dernières années, le compte des opérations en capital du Botswana avait pratiquement atteint l'équilibre, l'excédent de 22 millions de dollars enregistré en 2003 s'étant résorbé à seulement 4 millions de dollars en 2004, engendrant un excédent de la balance générale des paiements (comptes courants plus compte des opérations en capital plus erreurs et omissions nettes) de 801 millions de dollars en 2004, contre 172 millions l'année précédente. Le repli de l'excédent du compte des opérations en capital est largement dû aux sorties nettes d'investissements directs étrangers (IDE) à hauteur de 221.7 millions de dollars en 2004, entraînant une valeur négative des IDE dans la balance des paiements. C'est la deuxième fois en quatre ans (la précédente remonte à 2001) que les sorties d'IDE sont supérieures aux entrées.

Le montant des réserves en devises du Botswana fin 2005 était estimé à quelque 6 milliards de dollars, un niveau plus que suffisant équivalent à plus de deux ans d'importations.

La politique commerciale du Botswana est largement dictée par son appartenance à la Sacu (Union douanière de l'Afrique australe) et à la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe). Conformément aux dispositions de la Sacu, tous les accords ou négociations commerciaux entre le Botswana et des tierces parties doivent recevoir l'aval des autres membres de l'union. Le protocole d'accord commercial de la SADC, entré en vigueur en septembre 2000, envisageait l'instauration d'une zone de libre-échange entre les pays membres d'ici 2005. Les négociations en cours pour un accord de partenariat économique entre la SADC et l'Union européenne (UE), engagées en 2004, auront un impact déterminant sur la future politique commerciale du Botswana en termes de réforme douanière, intégration du commerce dans la stratégie de développement du pays, mais aussi de dispositions TRIMS (mesures concernant les investissements liés

**Figure 4 - Part de l'encours de la dette extérieure dans le RNB et ratio du service de la dette sur les exportations** (en pourcentage)



Source : Banque mondiale et FMI.



au commerce) et TRIPS (aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce).

Le Botswana a également bénéficié du protocole Agoa (loi américaine sur la croissance et les opportunités en Afrique), qui accorde à plus de 65 000 produits en provenance de pays d'Afrique subsaharienne éligibles (en particulier les textiles et l'habillement) un accès au marché américain en franchise de droits. Si au départ, le Botswana était exclu des dispositions Agoa sur les textiles, au motif qu'il était considéré comme un pays à revenu intermédiaire, les choses ont changé en août 2002, avec les amendements apportés par les États-Unis (Agoa II) : le Botswana peut désormais acheminer ses exportations de textile et d'habillement vers le marché américain en franchise de droits. Le pays a relativement bien réussi à attirer des investissements étrangers dans le textile et l'habillement pour les exportations vers les États-Unis couvertes par l'Agoa. Cependant, avec le démantèlement progressif de l'accord multifibres (AMF) initié au 31 décembre 2004 – qui a entraîné la suppression des quotas imposés aux exportations asiatiques – les dispositions Agoa ont perdu une partie de leur intérêt pour l'Afrique.

Les autorités du Botswana considèrent l'attraction des IDE comme une priorité. La Bedia avait été créée en 2004 en vue d'augmenter les flux d'IDE. À ce jour, elle a permis l'installation de 20 entreprises qui emploient au total 4 400 personnes dans le pays. Pour le seul exercice budgétaire 2004/05, six entreprises ont démarré des activités dans les industries de l'habillement, de la mouture de céréales et la manufacture des câbles ; cinq autres devraient suivre leur exemple en 2005/06. La Bedia appuie aussi les investisseurs locaux avec une assistance technique pour le contrôle qualité, la commercialisation et l'accès aux marchés étrangers. Il faut noter cependant que la valeur globale de ces IDE reste faible.

## Questions structurelles

### Développements récents

Le premier objectif du NDP9 vise à accélérer la diversification de l'économie pour réduire la dépendance

à l'égard du diamant et favoriser la création d'emplois dans des industries plus intensives en main-d'œuvre. Un examen à mi-parcours du NDP9, réalisé en 2005, met en évidence des résultats mitigés en termes de croissance économique et de diversification, loin des objectifs fixés. Les autorités sont en train de revoir leurs politiques et stratégies pour redresser le tir, notamment dans le domaine de l'offre d'infrastructures.

### Infrastructures des transports

L'un des grands obstacles à la relance de la croissance par la diversification de la production et des exportations réside dans l'absence d'infrastructures de base – transports, télécommunications, finance et énergie notamment.

Dans ce pays enclavé, les axes routiers jouent un rôle crucial. Le réseau routier s'étendrait sur quelque 24 455 kilomètres, dont 8 916 kilomètres de routes primaires et secondaires. Sur ces 8 916 kilomètres, 6 116 kilomètres sont revêtus, 1 501 kilomètres sont recouverts de gravier et les 1 299 kilomètres restants sont des routes non revêtues. Le gouvernement central contrôle 50 pour cent du réseau routier (essentiellement les autoroutes).

Les moyens alloués à l'entretien sont insuffisants et entraînent des retards dans ce domaine pour 1 792 kilomètres de routes. Le réseau est donc en train de se dégrader atteignant, dans certains cas, un état critique. Plusieurs routes devraient être reconstruites : les axes Sekoma-Kokotsha, Sua Junction-Sua Pan, Nata-Kazungula, Nata-Gweta, Kang-Kukuntsi et Selebi Phikwe-Martins Drift.

L'accès aux transports routiers s'est amélioré au niveau du temps d'attente et des distances à parcourir à pied, mais des efforts restent à faire notamment dans les transports publics urbains. Plusieurs projets de construction de routes et de ponts, plus ou moins avancés, sont en cours.

Les routes reliant le Botswana à ses voisins sont en général mal adaptées, même si certaines sont en train d'être réhabilitées. Ainsi, un pont est en cours de construction

sur la route de Kazungula, près de la frontière avec la Zambie. Les quatre routes reliant le Botswana à l'Afrique du Sud ne sont pas adaptées à l'important trafic entre les deux pays. Des consultations ont été engagées en vue de signer un protocole d'accord pour la conception, la construction et l'entretien de routes et de ponts le long de la frontière. Le Botswana a également signé un protocole d'accord avec le Zimbabwe pour la construction de ponts entre les deux pays.

Étant donné les contraintes de ressources, la nouvelle stratégie du ministère des Travaux et des Transports privilégie les PPP (partenariats public/privé) pour lever des fonds additionnels destinés à la construction de routes et au renforcement de leur efficacité. La PEEPA (Agence chargée de l'évaluation et de la privatisation des entreprises publiques) prépare des directives et des procédures opérationnelles pour la mise en œuvre de projets PPP. A l'heure actuelle, tous les travaux de construction et d'entretien périodique des routes du gouvernement central et 55 pour cent des projets d'entretien courant sont sous-traités au secteur privé. En outre, des méthodes alternatives de financement pour la construction et l'entretien des routes – à l'image des péages – seront poursuivies dans le cadre du NDP9. Décision a été prise de créer des péages sur les autoroutes A1 ((Ramokgwebana-Ramatlabama) et A2 (Trans-Kalahari) en 2006/07. De nouvelles barrières de péage seront installées sur d'autres axes d'ici le terme du NDP9.

Les bailleurs ont financé l'essentiel des investissements routiers au Botswana – c'est le cas par exemple de l'autoroute Trans-Kalahari, construite en partie avec des fonds de la Banque africaine de développement (BAfD). Historiquement, la part des fonds des bailleurs dans les investissements routiers atteignait 90 pour cent. Ce chiffre a sensiblement baissé aujourd'hui, s'établissant à 50 pour cent, l'État apportant le reste des financements.

Le vieillissement et le mauvais état des voies et des équipements explique la sous-utilisation du transport ferroviaire au Botswana. Botswana Railways a adopté un plan d'investissement sur cinq ans (2003/08) pour améliorer ses services et redorer son blason. Plusieurs

nouveaux projets seront ainsi engagés dans le cadre du NDP9 : remplacement des systèmes de signalisation et de télécommunications, révision complète des locomotives des wagons et des voitures, rationalisation du fonctionnement et des services, et amélioration des systèmes d'écoulement au niveau des ponts et des galeries. Si ces améliorations sont menées à leur terme, elles amélioreront considérablement la sécurité, la compétitivité, la qualité des services de chemins de fer, ainsi que leur viabilité financière.

L'aérien est le seul mode de transport à avoir connu une croissance solide. Il affiche en effet un taux de croissance annuelle moyenne de 8.5 pour cent pour la période 2001/04, très au-delà du secteur des transports routiers qui, sur la même période, a connu une croissance annuelle moyenne négative de -4.1 pour cent. En dépit de cette excellente tenue du transport aérien, les aéroports et le contrôle aérien auraient besoin d'améliorations pour pouvoir faire face à l'augmentation du trafic et se mettre aux normes modernes. Une partie des systèmes régionaux de contrôle aérien sont obsolètes. L'installation récente d'équipements à très haute fréquence (VHF) dans deux aéroports du pays (Hukuntsi et Shakawe) a considérablement amélioré les communications entre les pilotes et la tour de contrôle mais d'autres aéroports manquent encore d'équipements modernes : tableaux d'affichage des vols, télévisions en circuit fermé, installations d'inspection des bagages, systèmes anti-détournements, sonorisation et signaux optiques électroniques.

Les autorités envisagent d'ici la fin du NDP9 la création d'une autorité indépendante de l'aviation civile. Elles sont également en train de libéraliser les services de transport aérien, conformément au protocole de la SADC sur les transports, les communications et la météorologie. De grands projets d'aménagement sont prévus, avec entre autres la modernisation et l'optimisation des aéroports de Sir Seretse Khama, Maun, Kasane, Francistown et Shakawe, et la conception et la construction de l'aéroport de Ghanzi. Le gouvernement prévoit aussi de déplacer certains aérodromes, de créer un institut national de formation pour l'aviation civile et de réhabiliter certains terrains d'aviation.



La flotte de la compagnie nationale Air Botswana est composée de trois appareils à turbopropulseurs ATR42-500 et d'un appareil BAe 146-100. C'est insuffisant pour répondre à la demande croissante du pays. Aucune nouvelle ligne majeure n'a été ouverte depuis la restructuration de la compagnie aérienne en 1994/95. Air Botswana vient d'élaborer un plan d'affaires sur cinq ans (2005/10) afin de se positionner comme transporteur régional d'envergure proposant un réseau élargi de services. Ce plan prévoit d'impliquer des opérateurs privés possédant des appareils de petite taille, le trafic sur les lignes intérieures étant encore très limité. Les lignes intérieures Francistown-Kasane et Francistown-Maun ont déjà été attribuées à des tierces parties. C'est également le cas, à l'échelon régional, des lignes Maun-Victoria Falls et Johannesburg-Mashatu.

Pour développer sa flotte insuffisante, Air Botswana envisage de louer un second appareil BAe 146 dès 2005/06. La libéralisation du marché du transport aérien entre le Botswana et l'Afrique du Sud rend cette décision incontournable. Si le marché du fret entre les deux pays est déjà totalement libre, ce sera le tour du marché des passagers en 2007. Cette perspective menace sérieusement Air Botswana tout en lui ouvrant des perspectives de pénétration du marché sud-africain, plus important. Mais pour ce faire, elle devra s'équiper d'appareils de meilleure qualité.

## Contexte politique et social

Le Botswana affiche d'impressionnants résultats en matière d'alternance politique pacifique, avec la tenue d'élections libres et équitables tous les cinq ans. Les dernières se sont déroulées en octobre 2004, ramenant au pouvoir le président Festus Mogae et son parti, le BDP (*Botswana Democratic Party*). Démocratie pluraliste, le Botswana fonctionne selon un régime parlementaire. Aux dernières élections, le BDP a obtenu 44 des 57 sièges parlementaires, le reste allant aux partis d'opposition. De par leur impuissance, leur éclatement et leur incapacité à coopérer, ces derniers n'inspirent plus confiance aux électeurs. La formation au pouvoir, le BDP, est aujourd'hui divisée en deux

factions rivales, le parti cherchant un successeur au président Mogae pour 2008. La participation des femmes reste limitée, en dépit d'un réel niveau d'égalité entre les sexes dans le pays. Le parlement compte actuellement quatre femmes députées, soit un maigre 7 pour cent du total. Cette proportion est bien inférieure à la cible de 30 pour cent fixée par le protocole de la SADC. Dans les autres organes gouvernementaux, la représentation féminine atteint en moyenne 20 pour cent.

En dépit de ses excellents résultats économiques, le Botswana est confronté à de graves problèmes de développement, liés aux forts taux de pauvreté et de chômage et à la pandémie de sida. Le récent rapport d'avancement en matière d'Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) révèle que le pays a progressé, au niveau notamment de la lutte contre la pauvreté. Cela étant, l'incidence de la pauvreté absolue reste forte. Selon l'enquête 2003 sur le revenu et les dépenses des ménages, la proportion de gens vivant en deçà du seuil de pauvreté est passée de 47 pour cent au début des années 90 à quelque 30 pour cent en 2003. La pauvreté est plus marquée dans les zones rurales, notamment au sein des tribus de chasseurs traditionnels. La pauvreté est également élevée parmi les ménages dont le chef de famille est une femme, les coutumes leur étant défavorables au niveau des règles de succession notamment. Traditionnellement, les trousseaux – le patrimoine de la famille – sont transmis de père en fils, de sorte que les femmes ont du mal à accumuler des biens. Cependant, l'État a instauré plusieurs filets de sécurité sociale, prévoyant des pensions, des orphelinats, des allocations aux vétérans et des indemnités d'urgence en période de sécheresse.

Le chômage qui, d'après les estimations, concernerait 24 pour cent de la population active, est étroitement associé à la pauvreté. Aussi élevé soit-il, ce taux est bien inférieur à celui de la plupart des pays d'Afrique australe, à l'exclusion de Maurice. Il frappe particulièrement les jeunes, surtout ceux qui ont décroché pendant leurs études secondaires. Chez les jeunes de 15-19 ans ayant abandonné pendant le premier cycle du secondaire, ce taux atteint 75 pour cent – contre 60,4 pour cent pour les jeunes de 20-24 ans ayant abandonné pendant

le deuxième cycle du secondaire. Les diplômés de l'université sans expérience professionnelle ou compétences spécifiques sont progressivement touchés par le phénomène. Cela indique aussi que le marché du travail du Botswana ne s'ajuste pas suffisamment rapidement face à la poussée démographique du pays. Le gouvernement s'engage à introduire des programmes éducatifs grâce auxquels les jeunes pourront acquérir les compétences et la formation requises par le secteur privé, de plus en plus avide de qualifications.

Le Botswana est aux prises à un autre problème majeur : la pandémie de VIH/Sida. Elle entraîne de lourdes charges budgétaires pour assurer les traitements, sans compter que la maladie invalide une proportion conséquente de la population active, réduisant ce faisant l'emploi et la production. Les autorités ont conçu un cadre stratégique national de lutte contre le VIH/Sida (NSF) dans l'objectif de parvenir à une génération sans VIH/Sida à l'horizon 2016. Cette stratégie en trois volets (prévention, soins et traitement) commence à porter ses fruits mais des efforts supplémentaires seront indispensables pour atteindre les objectifs du NSF. Le groupe d'âge des 15-49 ans sexuellement actifs vivant avec le sida semble s'être stabilisé au taux, impressionnant, de 35 pour cent. Si l'augmentation de la dotation publique au NSF est conséquente, la lutte contre l'incidence du VIH/Sida passe aussi par des changements de comportement. Dans ce domaine, les efforts des autorités sont complétés par ceux d'organisations non gouvernementales, en particulier l'ONG américaine *Global Fund*, qui a récemment

alloué un budget de 18.5 millions de dollars sur deux ans pour la prévention, les soins et le soutien social aux personnes courant le risque d'une infection par le VIH/Sida ou déjà infectées. Cette initiative viendra également étayer des approches alternatives, comme les hospices, les centres de jour et les centres communautaires de conseil. Des bailleurs nationaux, bilatéraux et multilatéraux contribuent aussi à cette lutte.

En dépit de ces difficultés, le Botswana a réussi à progresser pour certains des OMD, notamment l'enseignement universel et l'égalité entre les sexes. Selon des sources nationales, le pays affiche déjà les taux requis de 100 pour cent pour la scolarisation en primaire et la transition du primaire au premier cycle secondaire. La scolarisation dans le secondaire dépasse actuellement les 90 pour cent, le gouvernement étant déterminé à atteindre les 100 pour cent à très court terme. Les autorités s'efforcent aussi d'améliorer la qualité de l'éducation à tous les niveaux, en mettant l'accent sur la formation technique, l'enseignement professionnel et la gestion. Les cibles d'égalité entre les sexes dans le primaire et le secondaire ont été largement atteintes par le Botswana, avec un taux net de scolarisation des filles supérieur à celui des garçons. Le taux d'alphabétisation des femmes dépasse également celui des hommes. Malgré ces chiffres impressionnants, les femmes restent relativement défavorisées en termes d'accès aux services sociaux et aux ressources économiques. Elles sont aussi frappées de manière disproportionnée par le VIH/Sida.